



28 a viz Mae/mai 2014

Membre d'ELEN-EBLUL France  
Réseau Européen pour l'Égalité des Langues  
European Language Equality Network  
Statut consultatif au Comité Économique et Social  
des Nations Unies  
6 Plasenn Gwirioù Mab-den / Place des Droits de l'Homme  
Ti ar Vro  
29270 KARAEZ / CARHAIX  
Pgz : 02 98 73 20 58  
Postel : [kevre.breizh@orange.fr](mailto:kevre.breizh@orange.fr)  
Lec'hienn : <http://www.kevrebreizh.org/>  
Pgz : 00 33 (0)6 60 88 97 78

## **KEMENNADENN - COMMUNIQUÉ**

### **Kevre Breizh dénonce le projet technocratique des élus des métropoles pour une fusion Bretagne Pays de Loire**

Kevre Breizh, Coordination culturelle associative de Bretagne, représentant de plus de 50 000 adhérents des différentes fédérations culturelles bretonnes, dénonce de la façon la plus radicale la proposition de nos technocrates métropolitains de Rennes, Brest, Nantes et Saint-Nazaire, pour une région Bretagne Pays de la Loire complètement artificielle. La prétendue « taille européenne » mise en avant en dépit des réalités constatées est une aberration. Elle témoigne d'une inculture économique et sociale sur les moteurs de développement que sont des projets liés au sentiment d'appartenance à une collectivité.

Une telle région, c'est la disparition de la Bretagne en tant que collectivité politique, la négation des droits des Bretons à conduire leur propre politique avec leurs propres institutions, la probable disparition des outils qui ont été construits au cours des décennies passées par le Conseil régional de Bretagne et notamment la politique linguistique et la politique de développement culturel et touristique liée au territoire. C'est tourner le dos aux évolutions démocratiques impulsées, avec François Mitterrand, par les premières loi de décentralisation en 1982. C'est tourner le dos à tous les principes promus au niveau international qui affirment le lien entre le développement économique et les cultures des territoires.

Loin d'être une vision moderne de la société, elle nie la solidarité territoriale en augmentant la fracture entre des métropoles et des territoires. L'objectif de réduire le nombre de régions ne peut pas être une fin en soi. Il n'est pas sans rappeler celui des géographes du Roi qui, avant la Révolution déjà, voulaient découper la France en 9 territoires de taille identique plutôt qu'en provinces diverses.

Kevre s'étonne de voir les Universités alimenter de telles fantaisies. Les anciennes limites régionales ne les ont pas empêché de collaborer et d'être des acteurs du développement des territoires ; pourquoi les nouvelles le feraient ? La vocation des universités est, par nature, transfrontalière et la recherche ne se limite pas à un territoire fût-il de neuf départements français ; elle est aujourd'hui mondiale et c'est à ce niveau que nos universités doivent travailler, ce que font déjà nos associations et nos artistes à notre modeste niveau.

Si certains élus et technocrates, déconnectés des réalités, mettent en œuvre ce projet néfaste, nul doute que la population méprisée saura réagir.

Kevre Breizh adhère donc complètement au projet du Conseil régional de Bretagne de mettre en œuvre un véritable débat et une consultation démocratique sur le projet territorial de la Bretagne contrairement à la démarche de quelques notables ambitieux peu soucieux d'écouter les citoyens.